



Infomat

N° 11-002-XPF au catalogue (English 11-002-XPE) ISSN 0380 9537

Revue hebdomadaire

Le vendredi 18 septembre 1998

APERÇU

◆ Première baisse de l'utilisation de la capacité industrielle en deux ans

Les industries ont utilisé un peu moins de leur capacité au deuxième trimestre, ce qui représente une première baisse en deux ans.

◆ Activité de la construction : le secteur résidentiel ralentit alors que le secteur non résidentiel garde le rythme

Les intentions de construction résidentielle ont fléchi en juillet pour une troisième fois en quatre mois, alors que le secteur non résidentiel a maintenu sa tendance à la hausse.

◆ Hausse beaucoup plus rapide du montant moyen dépensé à l'achat d'un véhicule neuf que du revenu disponible

Le montant moyen dépensé par les consommateurs à l'achat d'un véhicule neuf s'est accru beaucoup plus rapidement que le revenu disponible.

◆ Les Canadiens écoutent de moins en moins la radio

L'écoute de la radio a diminué pour une quatrième année consécutive. En effet, de l'automne 1993 à l'automne 1997, l'écoute hebdomadaire moyenne est passée de 21,6 heures à 19,9 heures.

◆ Les revues sont moins nombreuses, mais les recettes et bénéfices, plus importants

Les périodiques édités au Canada ont fait état de recettes et de bénéfices plus importants en 1996-1997, malgré la baisse continue du nombre de titres.

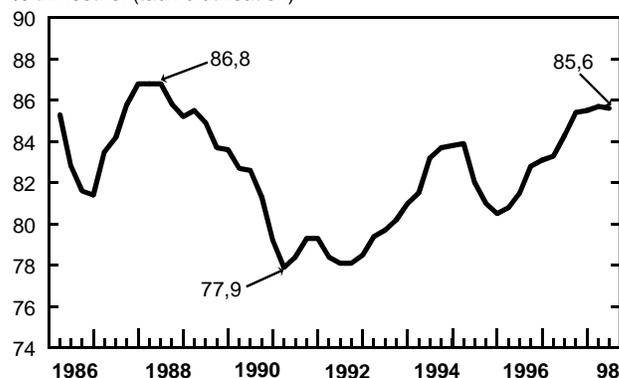
Première baisse de l'utilisation de la capacité industrielle en deux ans

Au deuxième trimestre, les industries ont utilisé un peu moins de leur capacité (85,6 %), reflétant le ralentissement de la croissance économique durant le trimestre. Bien que mince, le recul de 0,1 point par rapport au premier trimestre marque la première baisse du taux en deux ans. Le taux d'utilisation de la capacité suivait depuis le premier trimestre de 1996 une hausse ininterrompue de neuf trimestres. La faible augmentation de la production observée au deuxième trimestre a été plus qu'absorbée par la nouvelle capacité, le résultat de dépenses vigoureuses effectuées au chapitre des usines et de l'équipement au cours des dernières années.

Les dépenses des consommateurs et les investissements des entreprises ont été importants au deuxième trimestre, et les exportations se sont accrues. Toutefois, la production n'a que légèrement augmenté, les industries ayant fortement réduit leurs stocks. Les grèves, surtout dans le groupe du matériel de transport, ont contribué à limiter la croissance de la production manufacturière à seulement 0,1 % par rapport au premier trimestre. La production a également diminué durant le trimestre dans les secteurs de l'exploitation forestière, des mines, de la construction et de la distribution du gaz.

Utilisation de la capacité industrielle

% trimestriel (taux d'utilisation)



(suite à la page 2)



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

... Première baisse de l'utilisation de la capacité industrielle en deux ans

Les taux d'utilisation de la capacité sont élevés depuis un certain temps, dépassant les 85 % depuis une bonne année. On n'observe toutefois pas de signes d'inflation. Depuis le début de 1995, les prix des produits industriels ont peu bougé et les coûts unitaires de la main-d'œuvre sont demeurés stationnaires durant une période semblable. L'augmentation d'une année à l'autre de l'indice des prix à la consommation oscille entre 0,7 % et 1,1 % depuis la fin de 1997.

Au deuxième trimestre, le taux d'utilisation de la capacité est resté stable à 86,2 % chez les fabricants — le taux le plus élevé depuis le début de 1979 —, 12 des 22 industries ayant augmenté leur production. La progression la plus marquée a été observée du côté des fabricants de produits électriques et électroniques, où le taux a atteint un sommet de 92,7 %. Les industries de la fabrication de meubles et d'articles d'ameublement ont également enregistré un sommet inégalé de 96,2 %. Dans le groupe du matériel de transport, la grève dans le secteur de l'automobile aux États-Unis a entraîné la fermeture d'usines au Canada et une baisse marquée de la production. Cela a fait baisser le taux d'utilisation de la capacité de 4,8 points, à 83,0 %.

Dans le secteur de la machinerie, la production était à la baisse, après avoir culminé durant la deuxième moitié de 1997, alors que la capacité avait augmenté depuis quatre ans à la faveur d'investissements musclés au chapitre des usines et de l'équipement. Le taux d'utilisation de la capacité de ces industries a donc chuté de 2,9 points au deuxième trimestre, pour descendre à 83,2 %.

De même, les dépenses en immobilisations dans les industries du bois, en hausse depuis 1994, ont permis d'accroître la capacité de production. La production, par contre, a ralenti en raison de l'affaiblissement de la demande (en Asie), des contraintes à l'exportation (entente canado-américaine sur le bois d'œuvre résineux) et de la baisse du nombre de mises en chantier domiciliaires (aux États-Unis). Ces facteurs ont généralement fait baisser les taux d'utilisation de la capacité dans les industries du bois depuis environ deux ans. Au deuxième trimestre, le taux était de 83,0 %, en baisse de 2,3 points par rapport au premier.

Activité de la construction : le secteur résidentiel ralentit alors que le secteur non résidentiel garde le rythme

Les intentions de construction résidentielle ont fléchi en juillet pour une troisième fois en quatre mois. La valeur des permis de construction résidentielle a diminué de 3,4 %, pour descendre à 1,4 milliard de dollars. Dans le secteur non résidentiel, les intentions ont augmenté de 5,6 %, pour atteindre 1,4 milliard de dollars, la progression des composantes commerciale et industrielle ayant largement contrebalancé le ralentissement des intentions de construction institutionnelle. Au total, les municipalités ont délivré pour 2,8 milliards de dollars de permis de bâtir en juillet, ce qui dépasse d'à peine 1 % le montant de juin.

Mis à part un léger rebondissement en juin, le secteur de l'habitation régresse depuis avril. Les intentions de construction de logements unifamiliaux (environ 70 % du secteur résidentiel) ont été frappées particulièrement durement cette année, chutant six fois en sept mois. Les deux composantes du secteur de

Note aux lecteurs

Le taux d'utilisation de la capacité d'une branche d'activité est le ratio de son rendement réel à son rendement éventuel estimé. Statistique Canada calcule les estimations du rendement éventuel d'une branche d'activité à partir des mesures de son stock de capital. Depuis 1987, Statistique Canada réalise des enquêtes auprès des entreprises pour obtenir leurs estimations de l'utilisation annuelle de la capacité afin de produire des mesures industrielles à partir des résultats de l'enquête. Pour mesurer son niveau de fonctionnement sous la forme d'un pourcentage de son rendement éventuel, une entreprise tient compte des modifications relativement à la désuétude de ses installations, de ses rapports capital-travail et d'autres caractéristiques de ses techniques de production. Les taux tirés de l'enquête servent à ancrer les séries trimestrielles calculées et à assurer qu'elles reflètent ces modifications.

Les taux d'utilisation de la capacité ont généralement fléchi dans les industries non manufacturières au deuxième trimestre, exception faite, surtout, des réseaux d'énergie électrique. Le taux d'utilisation des réseaux de distribution de gaz a chuté de 5,8 points, pour se fixer à 61,7 %, la production ayant chuté plus tôt durant le trimestre en raison du temps chaud pour la saison. L'activité a chuté dans le secteur de la construction, les grèves ayant ralenti l'activité dans le secteur de la construction résidentielle, si bien que le taux d'utilisation de la capacité a fléchi de 1,5 point, pour atteindre 88,6 %. Le ralentissement des activités d'exploration pétrolière et gazière a fait baisser le taux d'utilisation de la capacité dans les mines et les carrières (- 3,0 points, à 86,2 %).

Données stockées dans CANSIM : matrice 3140.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Susanna Wood au (613) 951-0655 ou avec Richard Landry au (613) 951-2579, Division de l'investissement et du stock de capital.

Note aux lecteurs

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition se fait auprès de 2 600 municipalités représentant 94 % de la population. La valeur des activités de construction prévues exclut les travaux d'ingénierie (tels que les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) et les terrains. Sauf avis contraire, les données sont désaisonnalisées.

l'habitation ont contribué au recul en juillet. Dans le secteur multifamilial, la valeur des permis de bâtir a chuté de 10,3 %, pour descendre à 382 millions de dollars, tandis que dans l'unifamilial, elle a faibli plus légèrement de 0,5 %, à 995 millions de dollars. La valeur des permis de bâtir délivrés entre janvier et juillet a diminué de 3,0 % par rapport à la même période en 1997. Ce recul tient peut-être en partie à l'augmentation du nombre de logements neufs invendus sur le marché. De plus, l'Association canadienne de l'immeuble a indiqué que les ventes de maisons existantes ont atteint, pour la période allant de janvier à juillet, leur second plus haut niveau en 10 ans.

(suite à la page 3)

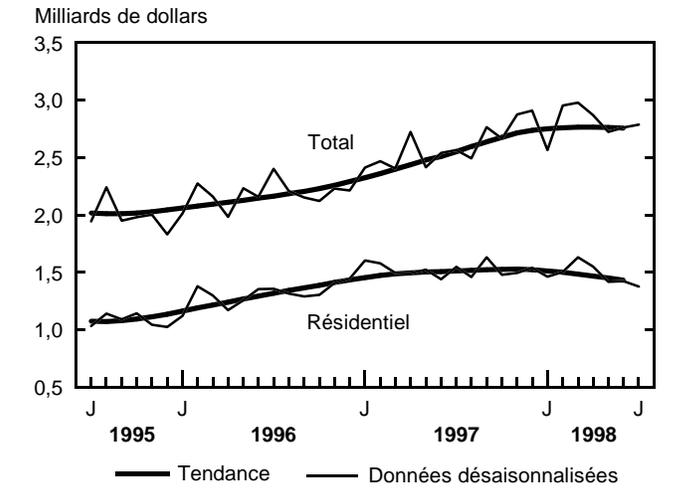
... Activité de la construction : le secteur résidentiel ralentit alors que le secteur non résidentiel garde le rythme

Si la plupart des indicateurs demeurent encourageants (confiance élevée des consommateurs, prix constants des maisons et bas taux hypothécaires), d'autres facteurs — plafonnement de l'emploi depuis avril 1998, ralentissement de l'activité économique au deuxième trimestre et baisse du revenu personnel disponible — soulèvent des inquiétudes à l'égard du secteur de l'habitation. Le nombre de mises en chantier a diminué de 4,3 % jusqu'à maintenant cette année. Quoi qu'il en soit, la valeur des permis de construction résidentielle délivrés depuis le début de 1998 est 15,9 % plus élevée qu'à la même période en 1996 et 33,1 % plus élevée qu'à la même période en 1995.

L'augmentation globale enregistrée en juillet dans le secteur non résidentiel a porté la valeur annuelle des permis de construction à 9,3 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 35,5 % par rapport aux sept premiers mois de 1997. Les intentions de construction non résidentielle ont augmenté dans 9 des 12 provinces et territoires en juillet. La composante commerciale a ouvert la voie, ayant progressé de 11,9 % par rapport à juin, pour atteindre 740 millions de dollars, le deuxième niveau mensuel le plus élevé de l'année et le troisième depuis mars 1990. Les projets de construction ont fortement augmenté pour les entrepôts, les hôtels et les restaurants. Il s'est délivré pour 4,7 milliards de dollars de permis de construction commerciale jusqu'à maintenant cette année, ce qui représente une hausse de 35,5 % par rapport à la même période en 1997.

La valeur des permis de construction industrielle a progressé de 3,8 % en regard de juin, pour atteindre 410 millions de dollars, son niveau le plus élevé de l'année et un sommet par rapport à novembre 1997, alors qu'elle avait dépassé le demi-milliard de dollars pour la première fois en près de huit ans. La majeure partie de l'activité résultait de grands projets dans le secteur manufacturier. Les résultats de juillet portaient la valeur totale des permis de construction industrielle à 2,5 milliards de dollars, ce qui correspond à une hausse de 32,7 % par rapport aux sept premiers mois de 1997.

Permis de bâtir



Dans la catégorie institutionnelle, la valeur des permis de bâtir a diminué de 6,6 % par rapport à juin, pour s'incliner à 261 millions de dollars, malgré une hausse substantielle des projets de construction d'édifices religieux et d'établissements de santé et centres d'accueil (maisons de soins infirmiers, centres de jour, etc.). Malgré le recul enregistré en juillet, la valeur des permis de construction institutionnelle a atteint 2,1 milliards de dollars depuis le début de l'année, ce qui est 38,8 % plus élevé qu'à la même période en 1997.

Données stockées dans CANSIM : matrices 80 (niveaux 3 à 7 et 33 à 48), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.

Le numéro de juillet 1998 de **Permis de bâtir** (64-001-XPB, 19 \$/186 \$) paraîtra bientôt sur Internet à www.statcan.ca. Pour plus de renseignements, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689 (courrier électronique : burejoa@statcan.ca) ou avec Alain Paquet au (613) 951-2025 (courrier électronique : paquala@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

Permis de construction, juillet 1998

Données désaisonnalisées

	Total		Permis résidentiels		Permis non résidentiels	
	Millions de dollars	Variation mensuelle en %	Millions de dollars	Variation mensuelle en %	Millions de dollars	Variation mensuelle en %
Canada	2 788,2	1,0	1 377,4	- 3,4	1 410,8	5,6
Terre-Neuve	21,5	60,4	13,0	66,8	8,5	51,6
Île-du-Prince-Édouard	12,1	36,1	4,4	- 11,0	7,7	95,3
Nouvelle-Écosse	58,9	13,6	26,6	- 3,2	32,3	32,5
Nouveau-Brunswick	55,2	34,3	23,0	16,5	32,2	50,8
Québec	499,8	8,8	211,9	- 5,8	287,9	22,8
Ontario	997,3	- 11,1	594,0	- 0,4	403,3	- 23,3
Manitoba	72,3	10,2	27,5	10,1	44,8	10,2
Saskatchewan	41,9	- 19,1	17,4	- 33,5	24,5	- 4,4
Alberta	551,7	7,6	246,2	0,2	305,4	14,5
Colombie-Britannique	455,6	9,3	197,8	- 17,6	257,8	45,9
Yukon	4,7	111,3	2,2	21,6	2,5	480,0
Territoires du Nord-Ouest	17,2	5,9	13,4	116,0	3,9	- 61,7

Note : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement. Certaines variations en pourcentage doivent être interprétées avec précaution en raison des petits nombres en cause.

Hausse beaucoup plus rapide du montant moyen dépensé à l'achat d'un véhicule neuf que du revenu disponible

Le montant moyen dépensé par les consommateurs à l'achat d'un véhicule neuf s'est accru beaucoup plus rapidement que le revenu disponible. Au deuxième trimestre de 1992 (la première période pour laquelle des données sont disponibles), les consommateurs ont dépensé en moyenne 18 243 \$ à l'achat d'un véhicule neuf. Au deuxième trimestre de 1998, ce montant a crû de 42 % pour atteindre 25 861 \$. Pendant ce temps, le revenu disponible n'a progressé que de 10 %, alors que le taux d'épargne personnelle a diminué.

De plus, si l'on compare les deuxièmes trimestres de 1992 et de 1998, on remarque que les consommateurs ont dépensé en moyenne 33 % de plus pour acheter une voiture particulière neuve et 43 % de plus pour acheter un camion neuf (cela exclut la plupart des camions lourds et des autobus). Durant la dernière décennie, les consommateurs ont préféré les camions neufs aux voitures neuves. En 1988, ils avaient acheté un camion pour trois voitures particulières, tandis qu'en 1998, le rapport était de presque un camion pour une voiture particulière. Le nombre de modèles de voitures a diminué au cours de cette période, alors que le nombre de modèles de camions neufs a augmenté.

Les ventes de véhicules automobiles neufs ont chuté de 0,5 % en juillet, pour glisser à 122 187 unités. Il s'agissait d'une deuxième baisse mensuelle consécutive après quatre mois d'augmentation. Bien que 3,4 % plus élevées qu'en juillet 1997, les ventes ont progressé plus lentement en 1998. (À moins d'avis contraire, tous les chiffres sont désaisonnalisés.) En hausse de 0,9 % en juillet, les ventes de camions n'ont regagné qu'une partie de la baisse de 5,2 % survenue en juin. L'augmentation d'une année à l'autre des ventes de camions a glissé à 6,4 % en juillet, après avoir été dans les deux chiffres tout au long de 1997 et durant la majeure partie de 1998. D'une année à l'autre, les ventes de véhicules automobiles neufs ont fortement régressé dans les provinces de l'Ouest — de 20,7 % au Manitoba, de 25,8 % en Saskatchewan et de 20,3 % en Colombie-Britannique —, ce qui tient peut-être au ralentissement observé dans le secteur des ressources naturelles.

Les ventes de voitures particulières neuves ont diminué de 1,9 % en juillet, ce qui représente une troisième baisse mensuelle consécutive, les concessionnaires n'ayant vendu que 0,6 % de voitures neuves de plus qu'en juillet 1997. Les ventes de voitures sont stationnaires depuis avril 1997. Et la part du marché des voitures particulières des trois Grands a diminué, étant passée de 55,6 % en juin à 52,9 % en juillet, après avoir été d'en moyenne 65 % du milieu de 1994 à la fin de 1995. Après avoir baissé de 4,5 % en juin, les ventes de voitures fabriquées par les trois Grands a chuté de 6,7 % de plus en juillet. En revanche, les ventes de voitures fabriquées par tous les autres constructeurs de véhicules automobiles se sont accrues de 4,0 % en juillet.

Note aux lecteurs

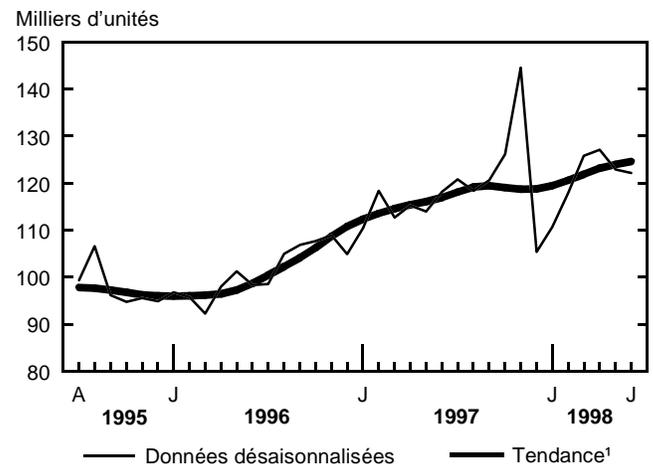
On entend par voitures particulières les voitures utilisées à des fins personnelles et celles qui servent à des fins commerciales (taxis, voitures de location, etc.). Les camions comprennent les mini-fourgonnettes, les véhicules utilitaires à caractère sportif, les camions légers et lourds, les fourgonnettes, les autocars et les autobus.

Les trois Grands constructeurs de véhicules automobiles (General Motors, Ford et Chrysler) peuvent vendre des véhicules automobiles neufs construits en Amérique du Nord ou à l'étranger (véhicules importés).

Les données sur le montant moyen dépensé à l'achat d'un véhicule neuf proviennent de chiffres non désaisonnalisés. Le prix moyen des véhicules neufs est estimé à partir des données déclarées par les sociétés qui vendent surtout des véhicules légers; ces données ne comprennent pas les statistiques déclarées par les sociétés de camions lourds et d'autobus.

Par souci de confidentialité, les données du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest sont intégrées à celles de la Colombie-Britannique.

Ventes de véhicules automobiles neufs



1. La tendance à court terme représente une moyenne mobile des données.

Données stockées dans CANSIM : matrice 64.

Le numéro d'août 1998 de *Ventes de véhicules automobiles neufs* (63-007-XIB, 13 \$ / 124 \$) paraîtra bientôt sur Internet à www.statcan.ca. Pour plus de renseignements, communiquez avec Louise Généreux au (613) 951-3549 ou avec Jeff Fritzsche au (613) 951-2812 (courrier électronique : fritjef@statcan.ca), Division de la statistique du commerce.

Les Canadiens écoutent de moins en moins la radio

L'écoute de la radio a diminué pour une quatrième année consécutive. En effet, de l'automne 1993 à l'automne 1997, l'écoute hebdomadaire moyenne est passée de 21,6 heures à 19,9 heures. Cette baisse a ramené les heures d'écoute de la radio à des niveaux enregistrés avant 1990.

Il existe cependant des disparités provinciales. Ainsi, par rapport à l'année 1996, si l'écoute a connu une légère hausse à Terre-Neuve et au Nouveau Brunswick, elle est restée stable en Ontario et au Québec et a reculé dans les autres provinces. Avec l'écoute hebdomadaire la plus forte (20,8 heures), les auditeurs du Québec devançaient ceux de l'Ontario (20,4 heures) et de l'Alberta (20,3 heures). Toutefois, les anglophones du Québec avaient le taux d'écoute hebdomadaire le plus élevé (22,5 heures contre 20,7 heures pour les francophones). À l'inverse, les auditeurs de la Colombie-Britannique avaient le taux d'écoute hebdomadaire le plus bas, soit 18,1 heures.

Les Canadiens écoutaient surtout les stations de musique contemporaine pour adultes, de succès-souvenirs et de rock (38,7 %). Bien que les stations country aient connu la plus forte baisse annuelle (- 8 %), elles constituaient le deuxième choix le plus populaire (13,4 %). Elles étaient suivies de très près par les stations à prédominance verbale (13,2 %). Les stations country, majoritairement appréciées à Terre-Neuve (52,5 %), et les stations de musique contemporaine pour adultes, de succès-souvenirs et de rock, très populaires en Ontario (47,3 %), témoignent des nombreuses différences provinciales. Malgré que très peu de personnes les écoutent dans certaines régions, les stations à prédominance verbale recueillaient 18,9 % de l'auditoire au Québec, 18,3 % au Manitoba, 16,1 % en Colombie-Britannique et 13,5 % en Ontario, ce qui les classaient au troisième rang au Canada. Les personnes les plus enclines à écouter ces stations avaient 60 ans et plus.

À l'automne 1997, les stations FM continuaient de surpasser les stations AM. Elles représentaient les deux tiers de l'écoute totale comparé à la moitié en 1991. Les personnes de tous les âges s'y intéressaient, en particulier les adolescents. Ces derniers leur consacraient en effet près de 90 % de leur écoute.

Les adolescents écoutaient cependant presque deux fois moins la radio (10,7 heures) que les adultes (19,9 heures). En semaine, 78 % de l'écoute des adultes se déroulait avant 15 heures, contre 46 % chez les adolescents. Le samedi et le dimanche, cependant,

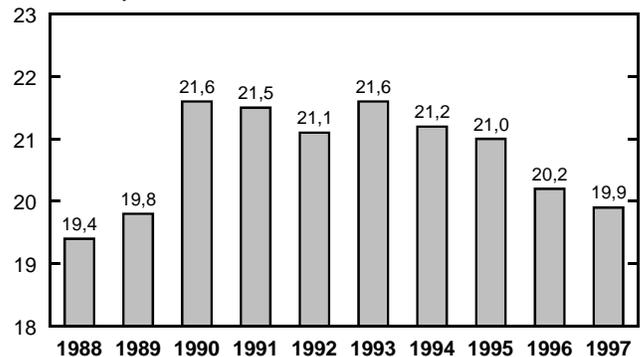
Note aux lecteurs

Les résultats figurant dans le présent communiqué découlent d'une enquête menée auprès de 74 761 Canadiens âgés de 12 ans et plus. Ils ont été recueillis au moyen d'un questionnaire de type journal pour une semaine donnée parmi celles allant du 1^{er} septembre au 14 septembre et du 6 octobre au 16 novembre 1997.

Bien que le taux de réponse de 49,6 % soit faible par rapport aux normes de Statistique Canada, il correspond à la norme acceptée au Canada et ailleurs quant au calcul du nombre d'auditeurs. On recommande d'interpréter les données avec la prudence nécessaire.

Écoute de la radio au Canada

Nombre moyen d'heures d'écoute hebdomadaire



la proportion, qui demeurait sensiblement la même chez les adultes avant 15 heures, passait alors à 64 % chez les adolescents pour cette même période de la journée.

Même si les adultes et les adolescents préféraient les stations de musique contemporaine pour adultes, de succès-souvenirs et de rock, leurs goûts se distinguaient par la suite. Pour leur part, les adolescents étaient friands de stations de musique contemporaine, de dance music et de stations américaines, tandis que les adultes appréciaient davantage les stations à prédominance verbale, country et les stations de la Société Radio-Canada (SRC).

Pour plus de renseignements, communiquez avec Lofti Chadhi au (613) 951-3136 (télécopieur : (613) 951-9040; courrier électronique : chahlot@statcan.ca), Programme de la Statistique de la culture, tourisme et centre des statistiques sur l'éducation.

Nombre moyen d'heures d'écoute hebdomadaire de la radio, automne 1997

	Total	Hommes 18 à 24 ans	Femmes 18 à 24 ans	Hommes 60 ans et plus	Femmes 60 ans et plus	Adolescents 12 à 17 ans
Canada	19,9	17,1	17,5	20,6	20,7	10,7
Terre-Neuve	18,6	14,0	19,5	18,1	20,2	9,7
Île-du-Prince-Édouard	19,5	10,7	14,0	28,7	29,2	10,6
Nouvelle-Écosse	18,9	15,3	15,3	19,6	24,8	10,3
Nouveau-Brunswick	18,3	14,5	15,6	20,5	22,0	9,5
Québec – anglais	22,5	18,4	18,6	18,0	23,3	12,0
Québec – français	20,7	16,9	17,1	21,7	22,1	9,2
Québec – total	20,8	16,7	17,2	20,9	21,5	9,6
Ontario	20,4	18,3	17,3	21,8	20,8	11,4
Manitoba	18,7	19,0	18,3	18,3	20,7	11,3
Saskatchewan	19,0	15,5	17,9	20,2	21,9	9,4
Alberta	20,3	18,4	21,8	20,5	19,9	11,6
Colombie-Britannique	18,1	15,2	15,5	18,0	17,7	10,8

Note : Pour le Québec, la classification selon la langue est basée sur la langue parlée à la maison. Le total inclut aussi les répondants n'ayant pas répondu à cette question ou qui ont indiqué une langue autre que l'anglais ou le français.

Les revues sont moins nombreuses, mais les recettes et les bénéfices, plus importants

Les périodiques édités au Canada ont fait état de recettes et de bénéfices plus importants en 1996-1997 malgré la baisse continue du nombre de titres. Durant cet exercice financier, 1 166 éditeurs ont fait paraître 1 552 périodiques et ont vendu 539 millions d'exemplaires. Ils ont encaissé des recettes d'un peu plus d'un milliard de dollars et leurs bénéfices d'exploitation ont augmenté à 7,0 % des recettes. De chaque dollar perçu, 62 cents venaient de la publicité. Les recettes provenant de la vente au numéro ont légèrement augmenté, alors que celles provenant des abonnements ont diminué.

Les activités d'édition de périodiques avaient diminué de façon constante à partir de 1991-1992, année au cours de laquelle 1 292 éditeurs avaient fait paraître 1 733 périodiques pour un tirage annuel de 575 millions d'exemplaires. Cette année-là, les bénéfices ne représentaient que 1,6 % des recettes. Les recettes de l'industrie avaient franchi la barre du milliard de dollars pour la dernière fois en 1992-1993, puis elles étaient tombées à 980 millions de dollars en 1994-1995. (L'enquête n'a pas été réalisée en 1995-1996.)

Les revues qui ont survécu au début des années 90 ont vu leurs recettes et leurs bénéfices augmenter. Cela s'explique en partie par la disparition des revues non rentables. Les revues d'affaires et professionnelles se sont particulièrement bien vendues. Les éditeurs de ces revues ont déclaré une croissance modérée de 3,8 % de leurs recettes de 1991-1992 à 1996-1997, mais, par la maîtrise de leurs dépenses, une hausse constante de leurs bénéfices, qui sont passés de 2,1 % à 14,6 % des recettes de 1991-1992 à 1996-1997.

Les périodiques destinés au grand public n'ont pas obtenu d'aussi bons résultats. Les revues grand public d'intérêt général ont vu leurs bénéfices passer d'un sommet de 5,9 % des recettes en 1992-1993 à 4,3 % de celles-ci en 1996-1997. Les périodiques spécialisés destinés au grand public, qui avaient remporté du succès au début des années 90, ont perdu du terrain en 1996-1997. Leur marge bénéficiaire moyenne est passée d'une perte de 0,4 % en 1991-1992 à un sommet de 5,2 % en 1994-1995, pour retomber ensuite à 3,2 % en 1996-1997. Dans les deux cas, les bénéfices se sont érodés, les recettes n'ayant pu suivre le rythme de croissance des dépenses.

La publicité a toujours été la principale source de recettes de la plupart des revues canadiennes, mais les éditeurs se disputent férocement les dollars publicitaires. Les revues d'affaires et professionnelles sont celles qui dépendent le plus de la publicité, leur vente d'espace publicitaire ayant rapporté 86,2 % de leurs recettes en 1996-1997. Près des deux tiers de tous les exemplaires de ces périodiques sont distribués gratuitement, les coûts étant principalement épongés par la publicité. Par contre, moins de la moitié des

Note aux lecteurs

L'Enquête sur l'édition du périodique recense l'ensemble des périodiques édités au Canada. Elle ne recueille pas de renseignements sur les périodiques édités à l'étranger, notamment les périodiques importés au Canada et les revues étrangères à « tirage par moitié » dont les éditions canadiennes contiennent des annonces publicitaires visant le marché canadien. Le périodique est une publication qui paraît plus d'une fois par année, mais pas plus d'une fois par semaine, qui ne contient pas plus de 70 % de messages publicitaires et qui est offerte au grand public. L'enquête comprend les revues grand public (de nature générale et spécialisées), les revues d'affaires ou professionnelles et les revues agricoles, religieuses et savantes.

Les données annuelles de 1991-1992 à 1994-1995 ont fait l'objet d'une révision en profondeur. Les lecteurs sont donc priés de ne pas comparer les données figurant dans le présent article aux données diffusées précédemment. L'enquête n'a pas été réalisée en 1995-1996. Pour des raisons de confidentialité, les données n'incluent pas de renseignements sur les périodiques publiés dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon.

recettes des revues grand public d'intérêt général provenaient de la publicité cette année-là et seulement le quart des exemplaires ont été distribués gratuitement. Les revues agricoles suivent une tendance différente. Elles dépendent de la publicité pour réaliser des recettes, mais elles comptent sur les abonnements pour assurer la majeure partie de leur distribution. Les revues religieuses et les revues savantes dépendent davantage des abonnements et d'autres sources de recettes telles que les subventions, les adhésions et les dons.

Les revues de langue française sont moins tributaires des annonceurs et sont plus profitables. En 1996-1997, les bénéfices d'exploitation des revues de langue française représentaient 10,0 % de leurs recettes, comparativement à 6,7 % dans le cas des revues de langue anglaise. Si la vente d'espace publicitaire a rapporté les deux tiers des recettes des revues de langue anglaise cette année-là, elle n'a jamais représenté plus de la moitié, en moyenne, des recettes des périodiques de langue française. Les titres de langue anglaise, qui soutiennent une concurrence plus vive en kiosque de la part des revues importées, n'ont tiré que 3,6 % de leurs recettes des ventes au numéro, comparativement à 4,4 % en 1991-1992. En revanche, les ventes en kiosque ont représenté 25 % des recettes des revues de langue française. Dans les deux cas, près de 25 % des recettes provenaient des abonnements.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Mary K. Allen au (613) 951-0475 (télécopieur (613) 951-9040; courrier électronique : allemar@statcan.ca), Programme de la statistique culturelle.

Nouveautés de Statistique Canada



Tendances sociales canadiennes

Automne 1998

Le numéro de l'automne 1998 de *Tendances sociales canadiennes* présente les articles suivants : « Pratique religieuse, mariage et famille », « L'enseignement à domicile : quand les parents deviennent enseignants », « Qui a besoin d'aide à court terme? », « Tendances en matière de stérilisation contraceptive » et enfin, « Mouvements en dessous et au-dessus du seuil de faible revenu ».

Chaque trimestre, des données provenant de diverses sources sont regroupées dans *Tendances sociales canadiennes* afin de cerner les nouvelles tendances et questions sociales. La publication présente également les plus récents indicateurs sociaux ainsi que des renseignements sur les produits et services de Statistique Canada.

Le numéro de l'automne 1998 de Tendances sociales canadiennes (11-008-XPF, 11 \$ / 36 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Ralph MacDonald au (613) 951-0650, Division des statistiques sociales, du logement et des familles.

L'Horizon industriel sur CD-ROM

Septembre 1998

L'Horizon industriel sur CD-ROM présente des données à jour sur plus de 150 industries de la fabrication et 33 autres industries portant sur la construction, le commerce de gros et le commerce de détail. Ces données sont disponibles pour l'ensemble des 24 secteurs visés ou pour chaque secteur séparément.

Pour chaque industrie, jusqu'à 50 variables sont présentées dans la visionneuse de tableaux selon cinq types de tableaux : l'offre, la demande, les prix, la main-d'œuvre et l'emploi ainsi que les investissements et les capitaux. La base de données sous-jacente est également accessible à l'aide de l'Observatoire de séries pour une analyse plus approfondie des séries chronologiques et des comparaisons entre les industries.

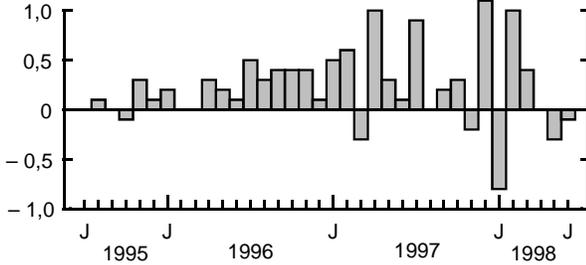
L'Horizon industriel sur CD-ROM contient un lien avec le manuel de la Classification type des industries, fournit des notes explicatives pour toutes les séries et utilise des normes uniformes pour les données, toutes des caractéristiques choisies afin de rendre l'analyse facile et précise. Des fonctions de recherche, de création de graphiques, de visualisation, d'exportation et de transformation vous fourniront rapidement et facilement les renseignements précis dont vous avez besoin.

Le numéro de septembre 1998 de L'Horizon industriel sur CD-ROM est maintenant en vente. Le coût d'un abonnement annuel (un CD-ROM par mois) pour l'ensemble des 24 secteurs (15F0015XCB) est de 995 \$, ce qui correspond à une épargne de plus de 80 % sur le coût de l'abonnement annuel pour chaque secteur séparément (258 \$). Pour plus de renseignements ou pour obtenir gratuitement un CD-ROM de démonstration, communiquez avec Kim Lauzon au (613) 951-9417, (télécopieur : (613) 951-3688; courrier électronique : lauzonk@statcan.ca), Division des mesures et de l'analyse des industries. Vous pouvez également communiquer avec votre centre de consultation régional de Statistique Canada.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

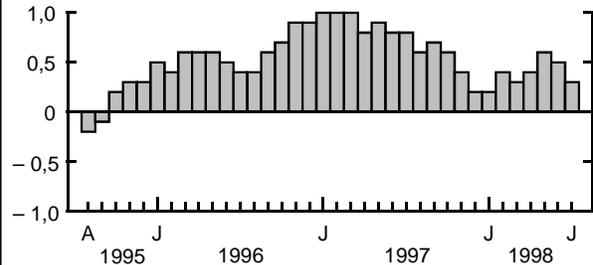
Variation mensuelle en %



Le produit intérieur brut réel au coût des facteurs a diminué de 0,1 % en juin — c'était la première fois depuis le début de 1991 que l'économie accusait une absence de croissance durant trois mois consécutifs.

Indice composite

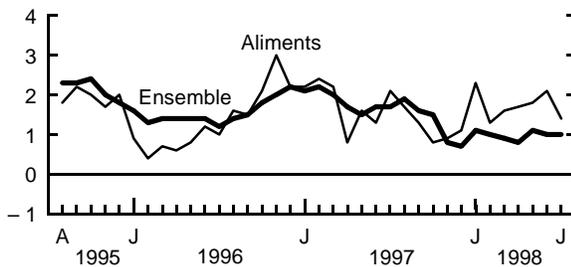
Variation mensuelle en %



La croissance de l'indice composite est passée de 0,5 % en juin à 0,3 % en juillet.

Indice des prix à la consommation

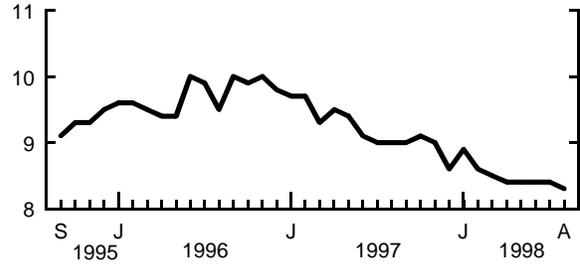
Variation annuelle en %



Les consommateurs ont versé 1,0 % de plus pour l'achat de biens et de services en juillet 1998, comparativement au même mois de l'année précédente. Le prix des aliments s'est accru de 1,4 %.

Taux de chômage

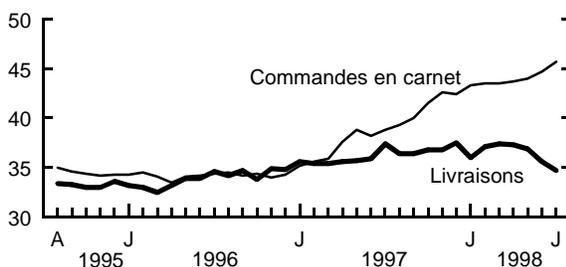
%



En août, le taux de chômage a légèrement fléchi de 0,1 point de pourcentage, pour s'établir à 8,3 %, soit le plus faible taux depuis août 1990.

Fabrication

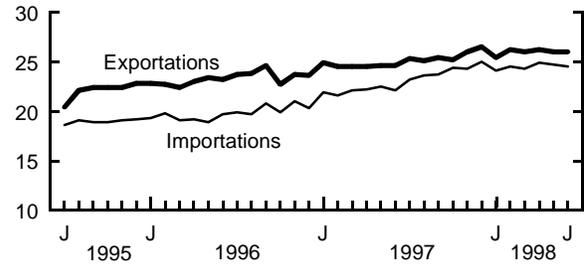
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont fléchi de 2,4 % en juillet, pour s'établir à 34,7 milliards de dollars. La valeur des commandes en carnet a monté de 2,3 %, pour se fixer à 45,7 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En juin, les exportations de marchandises ont légèrement augmenté de 0,1 % par rapport à mai pour se fixer à 26,0 milliards de dollars. Les importations se sont repliées de 0,8 %, pour s'établir à 24,5 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques mensuelles

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars, 1992)	juin	707,5	- 0,1 %	2,5 %
Indice composite (1981 = 100)	juillet	207,7	0,3 %	5,4 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	2 ^e trim. de 1998	25,7	- 4,6 %	- 4,3 %
Taux d'utilisation de la capacité (%)	2 ^e trim. de 1998	85,6	- 0,1 †	1,3 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	juin	20,4	- 1,7 %	4,0 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	juillet*	122,2	- 0,5 %	3,4 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	août	14,31	0,3 %	2,0 %
Taux de chômage (%)	août	8,3	- 0,1 †	- 0,7 †
Taux d'activité (%)	août	64,9	0,0 †	- 0,1 †
Revenu du travail (milliards de dollars)	juin	38,2	- 0,2 %	3,1 %
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	juin	603,18	- 0,2 %	0,8 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	juin	26,0	0,1 %	5,7 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	juin	24,5	- 0,8 %	10,6 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	juin	1,5	0,2	- 0,9
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	juillet*	34,7	- 2,4 %	- 7,0 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	juillet*	35,8	- 1,4 %	- 5,9 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	juillet*	45,7	2,3 %	17,7 %
Ratio des stocks aux livraisons	juillet*	1,42	0,04	0,18
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	juillet	108,8	0,0 %	1,0 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	juillet	119,5	0,3 %	0,3 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	juillet	107,3	0,3 %	- 15,4 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	juillet	100,2	0,1 %	1,0 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

*Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

Infomat

Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications de Statistique Canada.
Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Rédactrice : Caroline Olivier, (613) 951-1189; olivcar@statcan.ca.
Chef, Diffusion officielle : Chantal Prévost, (613) 951-1088;
prevcha@statcan.ca.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement
annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix pour
l'extérieur du Canada sont les mêmes, mais ils sont exprimés en dollars
américains. Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du
Receveur général du Canada, Statistique Canada, Division des opérations
et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale,
Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada
et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.
© Ministre de l'Industrie, 1998. Tous droits réservés. Il est interdit de
reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque
forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique,
reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de
l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite
préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing,
Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de
l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper
for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Publications parues du 10 au 16 septembre 1998

Division / Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix : Numéro / Abonnement	
			Canada (\$ CAN)	À l'extérieur du Canada (\$ US)
AGRICULTURE				
Série de rapports sur les grandes cultures, n° 6 :				
Stocks de céréales canadiennes	31 juillet 1998	22-002-XPB	15 / 88	15 / 88
ANALYSE DES ENQUÊTES SUR LE TRAVAIL ET LES MÉNAGES				
L'emploi et le revenu en perspective	automne 1998	75-001-XPB	18 / 58	18 / 58
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations par pays				
Microfiche	janvier-juin 1998	65-003-XMB	62 / 206	62 / 206
Papier		65-003-XPB	124 / 412	124 / 412
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE				
Ciment	juillet 1998	44-001-XPB	7 / 62	7 / 62
Fil d'acier et certains produits de fil métallique	juillet 1998	41-006-XPB	7 / 62	7 / 62
Industries du bois	1995	35-250-XPB	55	55
Livraisons des produits de meubles de bureau	2 ^e trimestre 1998	35-006SXPB	14 / 28	14 / 28
Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier	juillet 1998	41-011-XPB	7 / 62	7 / 62
Produits chimiques industriels et résines synthétiques	juillet 1998	46-002-XPB	7 / 62	7 / 62
Scieries et ateliers de rabotage	juin 1998	35-003-XPB	12 / 114	12 / 114
Transport du pétrole par pipe-lines	juin 1998	55-001-XPB	12 / 114	12 / 114
PRIX				
Indices des prix de l'industrie	juillet 1998	62-011-XPB	22 / 217	22 / 217
PROJET DE REMANIEMENT DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE				
Bulletin de service — Statistique des sciences :				
Activités scientifiques en biotechnologie selon certains ministères fédéraux et organismes	1997-1998	88-001-XIB	6 / 59	6 / 59
STATISTIQUES SOCIALES, DU LOGEMENT ET DES FAMILLES				
Tendances sociales canadiennes	automne 1998	11-008-XPB	11 / 36	11 / 36
TRANSPORTS				
Bulletin de service — Transports terrestre et maritime	vol. 14, n° 3	50-002-XIB	10 / 62	10 / 62
Chargements ferroviaires	juillet 1998	52-001-XPB	11 / 103	11 / 103

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPB, la version papier; et -XDB, la version électronique sur disquette ou sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Pour commander les publications

Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277 ou 1 800 700-1033**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584 ou 1 800 889-9734**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca.

Centres de consultation régionaux

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent une gamme complète de produits et services. On y trouve une bibliothèque et un comptoir de vente où vous pouvez consulter ou acheter nos différents produits, dont nos publications, disquettes et CD-ROM, microfiches et cartes.

Chaque centre vous offre la possibilité d'extraire de l'information des systèmes de retrait de données informatisées CANSIM et E-STAT. Un service téléphonique de renseignements est également disponible; ce service est gratuit pour les clients se trouvant à l'extérieur des secteurs d'appels locaux. On y offre également plusieurs autres services utiles, allant des séminaires aux consultations. Pour plus de renseignements, communiquez avec le centre de consultation de votre région.

Terre-Neuve et Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick

Services-conseils
Statistique Canada
1741, rue Brunswick, 2^e étage, casier 11
Halifax (Nouvelle-Écosse)
B3J 3X8

Appel local : (902) 426-5331
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (902) 426-9538
Courrier électronique :
atlantic.info@statcan.ca

Québec

Services-conseils
Statistique Canada
200, boul. René-Lévesque Ouest
Complexe Guy-Favreau
Tour Est, 4^e étage
Montréal (Québec)
H2Z 1X4

Appel local : (514) 283-5725
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (514) 283-9350

Région de la capitale nationale

Centre de consultation statistique (RCN)
Statistique Canada
Avenue Holland, immeuble R.-H.-Coats
Rez-de-chaussée
Parc Tunney
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6

Appel local : (613) 951-8116
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (613) 951-0581
Courrier électronique :
infostats@statcan.ca

Ontario

Services-conseils
Statistique Canada
25, avenue St. Clair Est
Immeuble Arthur Meighen, 10^e étage
Toronto (Ontario)
M4T 1M4

Appel local : (416) 973-6586
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (416) 973-7475

Manitoba

Services-conseils
Statistique Canada
123, rue Main
Édifice Via Rail, pièce 200
Winnipeg (Manitoba)
R3C 4V9

Appel local : (204) 983-4020
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (204) 983-7543
Courrier électronique :
statswpg@solutions.net

Saskatchewan

Services-conseils
Statistique Canada
2365, rue Albert, pièce 440
Regina (Saskatchewan)
S4P 4K1

Appel local : (306) 780-5405
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (306) 780-5403
Courrier électronique :
statcan@sk.sympatico.ca

Sud de l'Alberta

Services-conseils
Statistique Canada
3553, 31^e Rue N.-O.
Discovery Place, pièce 201
Calgary (Alberta)
T2L 2K7

Appel local : (403) 292-6717
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (403) 292-4958
Courrier électronique :
degagnej@cadvision.com

Nord de l'Alberta et Territoires du Nord-Ouest

Services-conseils
Statistique Canada
10001, Bellamy Hill
Park Square, 8^e étage
Edmonton (Alberta)
T5J 3B6

Appel local : (403) 495-3027
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (403) 495-5318
Courrier électronique :
ewieall@statcan.ca

Colombie-Britannique et Yukon

Services-conseils
Statistique Canada
300, rue Georgia Ouest
Library Square Tower, pièce 600
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6B 6C7

Appel local : (604) 666-3691
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (604) 666-4863
Courrier électronique :
stcvan@statcan.ca

Appareils de télécommunications pour les malentendants

Sans frais : 1 800 363-7629